



« Nous avons souhaité donner de la consistance au concept d'économie de guerre climatique »

Doctorant en sciences économiques au laboratoire Economix et à l'Institut National du Service Public, Basile Clerc mène des recherches sur le contrôle des prix en France pendant les Trente Glorieuses. Dans un article coécrit avec Alexandre Chirat, il s'interroge sur la pertinence du concept « d'économie de guerre » appliquée à la lutte contre le dérèglement climatique. Entretien.

Vous avez travaillé sur le concept d'«économie de guerre climatique». Pourquoi ce choix ?

On est parti du constat que ce concept était de plus en plus invoqué dans le débat public par des acteurs politiques ou des économistes. Mais que le contenu associé à ce concept manquait de clarté, qu'il pouvait être vague. Certains voient ainsi dans l'économie de guerre une simple hausse des investissements industriels dans l'armement, d'autres évoquent une sorte d'économie dirigée dans laquelle «la fin justifie les moyens». A l'inverse, certains économistes rejettent complètement la pertinence de l'analogie entre la situation climatique contemporaine et celle d'une période de guerre. Pour éclairer les débats, nous avons donc souhaité donner de la consistance au concept d'«économie de guerre climatique».

Comment avez-vous procédé ?

On a cherché des sources, notamment des économistes qui ont écrit pendant les périodes de conflit. On s'est centrés en priorité sur les Etats-Unis lors de la seconde guerre mondiale car c'est la référence principale des tenants du concept d'économie de guerre climatique. En lien avec ma thèse, on a pu aussi s'appuyer sur un large corpus de textes d'économistes français sur cette même période. Le recoupement de ces deux types de sources, américaine et française, montre qu'il existe une convergence d'analyse entre les économistes, quel que soit leur bord. Tous se prononcent sur les mêmes problématiques économiques et tentent d'y répondre avec des solutions de même nature.

Est-il dès lors pertinent d'utiliser le concept de «guerre économique climatique» lorsqu'on évoque les moyens à mobiliser pour faire face au dérèglement climatique ?

En 1939-1945, au cœur de l'économie de guerre américaine, il y a un élément trop peu mis en avant, celui d'une suspension pure et simple des mécanismes du marché. Il s'agit alors pour la puissance publique de pouvoir contrôler à la fois les prix et les quantités. A l'époque, les économistes, y compris libéraux, justifient cette suspension du marché par des nécessités économiques très similaires à celles auxquelles on doit faire face aujourd'hui dans le cadre de la transition écologique.

Mais en quoi les problèmes générés par le dérèglement climatique sont-ils semblables à ceux causés par un conflit armé ?

En temps de guerre, il faut gérer un désajustement structurel entre une offre de plus en plus contrainte – par exemple par les bombardements ou la réorientation de l'appareil productif vers le secteur militaire – et une demande en hausse et des investissements massifs. Pour assurer une réallocation massive du capital et de la main-d'œuvre sans générer trop de pénuries ou d'inflation, la plupart des économistes de l'époque se sont alors prononcés pour la mise en place d'un contrôle des prix. Aujourd'hui, cette même problématique est également au cœur de la transition écologique. D'un côté, on a une offre de plus en plus contrainte, à la fois par la destruction volontaire d'une partie du capital productif carboné mais aussi par des événements climatiques extrêmes tels que des sécheresses.

Et de l'autre côté, on fait face à une demande qui va croître en raison d'un taux d'emploi élevé et d'investissements massifs dans la transition écologique. On a donc à nouveau un désajustement structurel à gérer. En ce sens, il peut être pertinent de plaider pour une «économie de guerre climatique».

Mais l'horizon n'est pas le même ! Avec le réchauffement, il va falloir maintenir ce contrôle des prix sur un temps très long...

Vous avez raison. Lors de la seconde guerre mondiale, il y avait la promesse d'un retour à la consommation de masse une fois le conflit terminé. Cette fois-ci, on ne peut mobiliser cette dimension temporaire pour rendre le contrôle des prix plus acceptable par les opinions publiques. C'est un point qui vient donc nuancer notre argumentation en faveur d'une analogie entre les deux situations. Le passage à une « économie de guerre climatique » rend ainsi plus impérieuse encore une adhésion collective très forte des opinions publiques aux finalités de la transition écologique. En temps de guerre, les dirigeants peuvent compter sur le patriotisme des populations. Cette fois-ci, il y a donc un très gros travail de persuasion et de conviction à mener pour créer une forme de «patriotisme climatique».

Document de travail Economix
Économie de guerre climatique : de quoi parle-t-on ?

